



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**INTER ASSOCIATION DOURDAN
ESSONNE-SUD
I.A.D.E.S.**

Association de la Loi du 1^{er} juillet 1901

11, rue de l'Ermitage
91 410 DOURDAN

SIREN : 380 266 437 ; APE : 88 10C

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Inter Association Dourdan Essonne-Sud
I.A.D.E.S.**
11, rue de l'Ermitage
91 410 DOURDAN

A l'assemblée générale de l'association I.A.D.E.S.,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association I.A.D.E.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 décrites dans le paragraphe « Changements comptables » de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de l'appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons été conduits à examiner les modalités définitives d'arrêté et d'affectation des résultats des exercices précédents et leur conformité avec les décisions des autorités administratives finançant les établissements. En outre, nous avons vérifié la conformité des produits de tarification comptabilisés avec les décisions d'attribution des organismes financeurs.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de

non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois,
Le 4 juin 2026

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Pierre EMMERICH

Signé par Jean-Pierre Emmerich
Le 4 juin 2026



doc_r58o
tx_M35yz5DW2KDr



ECF AUDIT
181, av. G. Pel
10705 S.W. - GARDEN CITY
OREGON
Tel : 503.651.1151
www.ecf-audit.com

Bilan Passif - Transition

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	4 126 135	4 126 135
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	89 631	89 631
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 558 363	2 558 363
Autres réserves	2 568 363	2 558 363
Report à nouveau	71 220	-135 268
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-643 545	-685 218
Excédent ou déficit de l'exercice	374 661	230 135
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	220 393	66 420
Situation nette	7 230 011	6 868 997
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	20 008	22 362
Provisions réglementées	234 229	234 229
TOTAL DES FONDS PROPRES I	7 484 249	7 125 588
Autres fonds propres		
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis		
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	523 203	419 030
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS III	523 203	419 030
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	597 322	476 298
TOTAL DES PROVISIONS IV	597 322	476 298
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	927 228	1 239 194
Emprunts et dettes financières diverses	365 279	349 810
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	366 579	334 412
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 272 390	1 189 145
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	365 260	490 696
Produits constatés d'avance		900
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES V	3 296 737	3 604 157
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à VI)	11 901 510	11 625 073

Compte de résultat - Transition

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Produits d'exploitation		
Cotisations	4 065	3 927
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	504 532	513 959
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	694 588	628 977
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales	71 108	79 225
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	10 140 987	9 881 716
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	10 140 987	9 881 716
Subventions d'exploitation	174 221	24 222
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	19 681	34 436
Mécénats	8 005	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	19 887	7 606
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	14 359	50 892
Autres produits	1 065 177	1 054 449
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	12 645 501	12 200 183
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	30 387	24 277
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	2 768 198	2 794 143
Aides financières	2 500	
Impôts, taxes et versements assimilés	702 545	702 192
Salaires	5 804 958	5 599 218
Cotisations sociales	2 204 662	2 105 372
Dotations aux amortissements et dépréciations	531 775	576 830
Dotations aux provisions	117 123	77 983
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées	114	
Reports en fonds dédiés	118 532	94 299
Autres charges	7	53
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	12 280 802	11 974 366
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	364 699	225 817
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	53 097	62 630
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	53 097	62 630

Compte de résultat (suite) - Transition

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 330	
Intérêts et charges assimilées	35 069	45 037
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV	37 399	45 037
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	15 698	17 593
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV)	380 397	243 410
Produits exceptionnels V		14 740
Charges exceptionnelles VI		17 283
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-2 543
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	5 736	10 732
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	12 698 598	12 277 553
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	12 323 937	12 047 419
EXCÉDENT OU DÉFICIT	374 661	230 135
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	220 393	66 420
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	988	
Bénévolat	4 580	
TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	5 568	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	988	
Prestations en nature		
Personnel bénévole	4 580	
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	5 568	



1 – PRESENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITES

L'association **IADES**, association loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée le 20/11/1984 à la suite de l'union de l'APAEI Essonne Sud et l'AHDC, a pour but de créer et gérer des établissements destinés à l'accueil de personnes adultes handicapées mentales et/ou physiques.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/25, dont le total est de 11 901 510 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un excédent de 374 661 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/25 au 31/12/25.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

2 – PERIMETRE DES COMPTES GLOBAUX

Les comptes annuels sont établis et présentés par la personne morale, IADES.

Ces comptes annuels regroupent les activités suivantes :

- Siège IADES « Alice VIOT », avec le volet immobilier « Arc en Ciel »
- Foyer de Vie « Les Soleils d’Or »
- Foyer d’hébergement « Résidence Chateaudun »
- Service d’Accompagnement,
- F.A.M « Myosotis »
 - Section Hébergement
 - Section Soins
- Association « Gestion Propre »,
- E.S.A.T. Les Ateliers de l’Ermitage :
 - Budget de l’activité sociale (BPAS)
 - Budget de l’activité commerciale (BAPC)
- Fonds sociaux des travailleurs handicapés
- Résidence Accueil « Manline »,

Les opérations internes sont éliminées dans le cadre de la consolidation suivant les principes suivants :

Au bilan

- Élimination des comptes de liaison et de tiers inter-établissements.

Au compte de fonctionnement

- Élimination des charges et produits inter-établissements, essentiellement les frais de siège, ainsi que les subventions internes de fonctionnement.

Les prestations internes réalisées par l’ESAT, partie commerciale, au profit des autres entités n’ont pas fait l’objet d’éliminations, ces prestations correspondant à une réelle activité économique qui doit apparaître dans le compte de résultat.

Annexe aux comptes annuels

ASSOCIATION IADES

Exercice clos le 31/12/2025

EURO

3 – DETAIL DES RESULTATS DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES

L'association a l'obligation de faire la distinction entre le résultat de l'activité de gestion d'ESMS, activité dite « gestion contrôlée » et celle de l'activité dite « gestion libre ».

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.

ACTIVITÉS GESTION CONTROLEE	RÉSULTAT COMPTABLE		Dont variation Congés Payés	Dont compensation des charges d'amort. Et excédent financ. Mesures	RÉSULTAT ÉCONOMIQUE (présentés au CA 2025)
	DÉFICIT	EXCÉDENT			
COMPÉTENCE DÉPARTEMENT	107 659	211 134	22 128	0	125 603
Siège administratif "Alice Viot"		48 642	11 264		59 906
Foyer de vie occupationnel "Les Soleils d'Or"		84 594	2 954		87 548
Foyer d'hébergement "Résidence Chateaudun"		64 334	-9 394		54 940
S.A.V.S. - Foyer Logement		13 564	13 828		27 391
FAM "Myosotis" Section Hébergement	107 659		3 477		-104 182
COMPÉTENCE ARS	0	127 072	-4 352		122 720
FAM "Myosotis" Section Soins		127 072	-4 352		122 720
COMPÉTENCE ÉTAT	0	10 619	-4 427		6 192
ESAT "Les ateliers de l'Ermitage" B.P.A.S.		10 619	-4 427		6 192
TOTAL CONSOLIDÉ ACTIVITÉS GESTION CONTROLEE		241 166	13 349	0	254 515
ACTIVITÉS AVEC GESTION LIBRE	DÉFICIT	EXCÉDENT			
ESAT "Les ateliers de l'Ermitage" BAPC		123 416			123 416
Gestion Propre		32 036			32 036
Fonds sociaux des Travailleurs Handicapés	2 371				-2 371
Résidence Accueil Manline		1 188			1 188
TOTAL ACTIVITÉS GESTION LIBRE	2 371	156 640			154 269
RÉSULTAT GLOBAL (y compris reprises de résultats)		395 434	13 349	0	408 783
<i>Dont reprises de résultats antérieurs transférés en compte 115300</i>		20 773			
RÉSULTAT GLOBAL		374 661			

Commentaires :

- ✓ Les résultats ne sont pas compensables entre eux.
- ✓ Les résultats des activités contrôlées restent soumis au contrôle et à l'appréciation de l'autorité de tarification.
- ✓ Les résultats ci-dessus reprennent les éventuelles reprises des résultats antérieurs pour les établissements sociaux et médico-sociaux soumis à cette obligation (transférés au compte 115300), ils sont détaillés dans un des tableaux suivants.
- ✓ Le détail de l'impact de la reprise des résultats est donné dans le tableau ci-après

In Extenso

4 – FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

Voici les principaux faits de l'année 2025 :

- Ouverture de la résidence accueil Manline fin août 2025,
- Progression de l'activité de mise à disposition de personnel et de la restauration de l'ESAT,
- Financement du « Ségur pour tous » par le CD91 mais non encore reçu pour un montant de 90k€,
- Remboursement de la taxe sur les salaires ESAT 2022 à 2024 pour 89k€ suite à l'étude d'optimisation de la TVA et de la taxe sur les salaires par un avocat.

5 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode de coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-03 modifié par le règlement ANC n°2022-06 et tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels modifié par le règlement ANC n° 2023-03;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis

Changements comptables

L'entité, relevant du secteur de l'Économie Sociale et Solidaire, applique pour la première fois le règlement ANC n° 2022-06, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2023 ainsi que l'ANC n°2023-03 applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. Ce règlement modernise le Plan comptable général, notamment en actualisant la nomenclature des comptes et en rénovant la présentation des états financiers, désormais recentrés sur des modèles simplifiés et adaptés aux informations significatives à fournir en annexe.

Les organismes sans but lucratif, associations, fondations, structures de l'ESS et autres entités relevant d'un règlement sectoriel demeurent soumis à l'obligation d'appliquer l'ensemble des articles du PCG relatifs à l'annexe, sans possibilité de recourir à des versions simplifiées. L'annexe doit donc retraduire de manière explicite les changements de présentation, les reclassements opérés et les incidences significatives permettant d'assurer la comparabilité avec l'exercice précédent.

Les principales modifications introduites par le règlement ANC n° 2022-06 comprennent :

- La suppression de la technique des transferts de charges, entraînant la disparition des comptes 791/796/797 et le reclassement des opérations correspondantes selon leur nature dans le résultat d'exploitation ou financier.
- La nouvelle définition du résultat exceptionnel, limité aux événements majeurs et inhabituels ayant un impact significatif sur l'appréciation des comptes, ainsi qu'aux écritures d'origine purement fiscale ou liées à un changement de méthode comptable.
- La mise à jour du plan de comptes, pouvant nécessiter l'adaptation des outils de suivi analytique et des reportings financiers utilisés dans le pilotage des structures ESS.

La première application de ce règlement n'a pas d'effet rétroactif sur les exercices antérieurs, à l'exception des reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles d'états financiers. Au cas particulier, il n'y a pas d'impact majeur sur la présentation des comptes et sur la comparabilité par rapport à l'exercice précédent.

6 – POSTES DE L'ACTIF

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|---|----------------|
| • Logiciels informatiques | de 1 à 5 ans |
| • Constructions (en fonction des composants) | de 20 à 30 ans |
| • Agencements et aménagements des constructions | de 3 à 15 ans |
| • Installations techniques | de 6 à 15 ans |
| • Matériel et outillage industriels | de 5 à 15 ans |
| • Matériel de transport | de 4 à 5 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Usagers et comptes rattachés (avant provision)

• Clients des activités commerciales : Il s'agit des créances relatives à l'activité commerciale de l'ESAT.	99 K€	} 2 112 k€
• Complément de rémunérations des TH (activité commerciale)	99 K€	
• Dotation ESAT et autres forfaits	0 K€	
• Autres créances (département, assurance maladie,...) Elles sont constituées principalement par celles du département	1 907 K€	
• Clients douteux Elles sont constituées uniquement de l'Esat (activité commerciale)	7 K€	

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette provision s'élève à 5 795 € au 31 décembre 2025.

Trésorerie

L'association bénéficie, pour les comptes ouverts auprès de la Société Générale, d'une convention d'unité de comptes. Dans les comptes n'apparaît que le solde disponible global au regard de l'organisme financier.

7 – POSTE DU PASSIFReport à nouveau

Le compte report à nouveau est utilisé pour l'affectation, par l'organe statutairement compétent, des excédents et déficits qui impactent les fonds propres de l'association.

Un tableau détaillé par origine et établissement est communiqué en annexe.

Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS,
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS,
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS.

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

La provision pour renouvellement des immobilisations, prévue dans l'instruction M22, secteur SMS, n'est pas reconnue et le solde de cette provision, figurant dans les documents adressés aux autorités de contrôle, est reclassé en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

Provisions risque et charges

Ces provisions correspondent à la définition des provisions telle que préconisée par le Règlement du CRC n° 2000-06 du 7 décembre 2000.

Fonds dédiés

2/ Fonds dédiés restants au 31 décembre 2025

Au 31 décembre 2025, les fonds dédiés restants sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au 31 décembre 2025 sont notamment constitués :

- De la part non utilisée de crédits non reconductibles pour l'achat de masques,
- De la part des dons affectés aux établissements et services de l'association.

Ces fonds sont repris au compte de résultat dans les mêmes conditions.

La provision réglementée pour renouvellement des immobilisations a été reclassée en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 276 084 €.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

La ventilation par établissement est communiquée dans un tableau annexe.

8 – POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées à partir de la signature de la convention de financement lorsqu'il s'agit de subventions de fonctionnement. A la date de clôture, il est procédé à l'analyse de l'utilisation des dites subventions et régularisé les produits en fonction des clauses de la convention d'attribution.

9 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

- Indemnités de fin de carrière

Les droits acquis au titre du départ en retraite des salariés sont évalués sur la base des départs programmés pour le personnel salarié dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée au 31 décembre 2025. Ils concernent, en principe, les salariés dont la possibilité à faire valoir leurs droits est suffisante à l'âge de 64 ans. Cependant pour le calcul de ces indemnités, il a été retenu 65 ans comme âge de départ en retraite.

En vertu de l'article L 137-12 du Code de la Sécurité Sociale, une contribution de 63.72 % est appliquée pour les cadres et de 46.39 % pour les non cadres sur les évaluations.

Les indemnités pour départ en retraite sont fixées par la convention collective applicable au sein de l'association, à savoir la Convention collective des établissements et services pour personnes handicapées ou inadaptées du 15 mars 1966.

Il est tenu compte des enveloppes de financement et de la rotation du personnel actuel, à savoir :

- d'un taux d'actualisation de 3.96 % (inflation comprise)
- d'un taux de rotation du personnel de 10,6 % pour les non-cadres, 6,2 % pour les cadres
- d'un taux de mortalité 2020-2022 INED
- de l'actualisation des salaires de 1 %

L'estimation est faite sur la base de l'effectif présent au 31 décembre 2025, calculée en valeur actuelle sur la base des droits acquis (droits passés) et représente 364 851 € contre 399 902 € en 2024.

Au 31/12/2025, une provision a été constatée dans les comptes pour un montant de 396 006 €.

- Locations longues durées

La flotte de véhicules de l'association, des matériels pour la laverie fait l'objet de contrats de location longue durée.

Les loyers non échus TTC au 31 décembre 2025 s'élèvent à :

- 170 360 € pour les véhicules,
- 167 356 € pour les machines relatives à l'atelier Blanchisserie,
- 1 502 € pour la machine à affranchir.

Ces loyers restant à courir seront intégrés dans les budgets de fonctionnement des années à venir.

- Contributions Volontaires en Nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 348 heures.

La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 13.16 €/heure correspond à un montant de 4580 euros.

L'association bénéficie de mise à disposition gratuite de salles pour 988 euros.

10 – AUTRES INFORMATIONS

- Situation fiscale

Les activités de l'association sont hors du champ d'application des impôts commerciaux, excepté le cas de l'ESAT, assujetti sur option à la TVA pour les ventes et prestations de services réalisées dans le cadre des opérations de production et de commercialisation effectuées par les personnes handicapées. Cette option n'entraîne pas l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés et à la taxe professionnelle.

Par ailleurs, il est précisé que l'association dispose de revenu taxable à l'impôt sur les sociétés au taux de 24%, spécifique à certains revenus des associations (ou 15% et 10% en fonction de la nature du placement).

- Rémunération des dirigeants, salariés et bénévoles

En application de l'article 20 de la loi n°2006-580 l'association doit indiquer dans l'annexe aux comptes annuels le total des rémunérations et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants.

L'information qui serait fournie dans le cadre de cette obligation reviendrait à donner la rémunération d'une seule personne, ce qui serait contraire aux règles de confidentialité en matière de publicité des rémunérations et avantages.

Il est précisé qu'aucun administrateur de l'association n'est rémunéré pour ses fonctions.

- Honoraires Commissaire aux Comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 12 160 € TTC.

- Etat séparé des avantages et des ressources

Nous n'avons pas établi d'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger du fait de la non-réception d'avantages ou ressources en provenance de l'étranger après recensement.

Informations sur le financement des établissements sous gestion contrôlée

	<u>Mode de financement</u>	<u>Financeurs</u>
Foyer de Vie	Prix de journée	Conseil Départemental
Foyer d'hébergement	Prix de journée	Conseil Départemental
Service d'accompagnement	Prix de journée	Conseil Départemental
F.A.M		
Section Hébergement	Prix de journée	Conseil Départemental
Section Soins	Dotation globale	ARS (Assurance Maladie)
E.S.A.T.	Dotation globale	ARS (Assurance Maladie)

Le Siège administratif est financé par prise en charge dans les budgets des établissements d'une quote-part de frais de siège (qui ont fait l'objet d'une annulation dans cette consolidation).

Annexe aux comptes annuels

ASSOCIATION IADES

Exercice clos le 31/12/2025

EURO

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	Valeur début 01/01/2025	Augmentations	Diminutions	Valeur Fin 31/12/2025
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	0			0
Concessions, brevets et droits similaires	127 517		19 649	107 868
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
SOUS-TOTAL INCORPOREL	127 517	0	19 649	107 868
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	902 193			902 193
Agencements et aménagements de terrains	48 066			48 066
Constructions et agencements	15 722 717	297 544	165 576	15 854 685
Installations techniques matériel et outillages	1 187 353	24 814	38 078	1 174 089
Autres immobilisations corporelles	253 532	48 219	27 302	274 450
Matériel de transport	205 733	7 490	9 299	203 924
Matériel de bureau et informatique	1 231 009	27 452	101 247	1 157 214
Immobilisations grevées de droit (commodat)				
Immobilisations en-cours	0			0
Avances et acomptes versés	0			0
SOUS-TOTAL CORPOREL	19 550 603	405 520	341 502	19 614 621
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations & Créances rattachées				
Titres immobilisés				
Autres participations	5 450			5 450
Dépôts et cautionnements versés				
Prêts et autres immobilisations financières	355 987	22 946	12 452	366 481
SOUS-TOTAL FINANCIER	361 437	22 946	12 452	371 931
TOTAL IMMOBILISATIONS	20 039 558	428 465	373 602	20 094 421

In Extenso

Annexe aux comptes annuels

ASSOCIATION IADES

Exercice clos le 31/12/2025

EURO

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Valeur début 01/01/2025	Augmentations	Diminutions	Valeur Fin 31/12/2025
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	0			0
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	125 914	1 149	19 649	107 414
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	0			0
SOUS-TOTAL INCORPOREL	125 914	1 149	19 649	107 414
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Agencements et aménagements de terrains	38 807	417		39 223
Constructions	11 315 599	425 002	165 576	11 575 025
Installations techniques matériel et outillages	1 100 350	34 583	38 078	1 096 856
Autres immobilisations corporelles	169 232	13 424	27 302	155 355
Matériel de transport	149 130	13 375	9 299	153 205
Matériel de bureau et informatique	1 102 054	43 939	101 247	1 044 746
Immobilisations grevées de droit (commodat)				
Immobilisations en-cours				
Avances et acomptes versés				
SOUS-TOTAL CORPOREL	13 875 172	530 740	341 502	14 064 411
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations & Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Prêts				
Dépôts et cautionnements versés	12 900	2 330		15 230
Autres créances immobilisées				
SOUS-TOTAL FINANCIER	12 900	2 330	0	15 230
TOTAL IMMOBILISATIONS	14 013 988	534 220	361 152	14 187 056

In Extenso



Annexe aux comptes annuels

ASSOCIATION IADES

Exercice clos le 31/12/2025

EURO

ÉTAT DES CRÉANCES

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts		349 151		349 151
Autres immobilisations financières		17 330		17 330
Clients douteux ou litigieux		6 954		6 954
Autres créances clients		2 105 135	2 105 135	
Personnel et comptes rattachés		1 097	1 097	
Sécurité sociale et		8 237	8 237	
autres organismes sociaux				
	Impôt sur les bénéfices			
État et autres	Taxe sur la valeur ajoutée	7 790	7 790	
collectivités	Autres impôts, taxes	7 907	7 907	
publiques	et versements assimilés			
	Divers	148 132	148 132	
Groupe et associés				
Débiteurs divers		114 658	114 658	
Charges constatées d'avance		53 677	53 677	
TOTAUX		2 820 068	2 446 633	373 435
Montant des	prêts accordés	11 791		
	en cours d'exercice			
	remboursements obtenus	21 693		
	en cours d'exercice			

In Extenso

Annexe aux comptes annuels

ASSOCIATION IADES

Exercice clos le 31/12/2025

EURO

ÉTAT DES DETTES

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine à plus de 2 ans à l'origine	927 228	314 745	612 483	-
Emprunts et dettes financières divers		365 279	10 920		354 359
Fournisseurs et comptes rattachés		366 579	366 579		
Personnel et comptes rattachés		594 323	594 323		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		583 009	583 009		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices Taxe sur valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés	6 590 5 550	6 590 5 550		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		365 260	365 260		
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance					
TOTAUX		3 296 736	2 329 894	612 483	354 359
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		311 966			

In Extenso

Annexe aux comptes annuels

ASSOCIATION IADES

Exercice clos le 31/12/2025

EURO

DÉTAIL DES PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises utilisées	Diminutions reprises non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Réserves d'investissement hors conventionnement					-
Réserves d'investissement sous conventionnement	68 001				68 001
Réserves de compensation					-
Réserves de trésorerie	132 928				132 928
Provisions pour renouvellement des immob.					-
Différences sur réalisations d'immobilisations	33 300				33 300
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	234 229	-	-	-	234 229
Provisions pour litiges Salarié	-				-
Provisions pour risques	-				-
PROVISIONS POUR RISQUES	-	-	-	-	-
Pour travaux et grosses réparations	128 467	28 951			157 418
Pour remise en état		5 266			5 266
Prov pour retraite	330 025	60 981		5 000	396 006
Prov pour autres charges	17 806	20 826			38 632
PROVISIONS POUR CHARGES	476 298	116 024	-	5 000	597 322
Fonds dédiés	419 030	118 532	14 359		523 203
PROVISIONS POUR FONDS DEDIES	419 030	118 532	14 359	-	523 203
Immobilisations incorporelles	-				-
Immobilisations financières	12 900	2 330			15 230
Sur comptes clients	15 935		10 141		5 795
Su créances diverses	-				-
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	28 835	2 330	10 141	-	21 024
TOTAL GÉNÉRAL	1 158 392	236 885	24 500	5 000	1 375 778
dont dotations et reprises					
- d'exploitation		117 123	10 141		
- financières		2 330			
- exceptionnelles					
- fonds dédiés		118 532	14 359		
- affectation résultats					
- reclassements en fonds propres	-	1 100		5 000	
TOTAL		236 885	24 500	5 000	-

In Extenso



Annexe aux comptes annuels

ASSOCIATION IADES

Exercice clos le 31/12/2025

EURO

VARIATION DES FONDS PROPRES

	01/01/2025	Augmentation	Diminution	Affectation résultat	31/12/2025
FONDS PROPRES					
Fonds associatifs sans dr de reprise	4 126 135				4 126 135
Réserves	2 647 994	10 000			2 657 994
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	<i>2 558 363</i>	<i>10 000</i>			<i>2 568 363</i>
Report à nouveau	- 135 268		23 647	230 135	71 220
<i>Dont reports à nouv des activités sociales et médico-sociales</i>	<i>- 685 218</i>		<i>24 747</i>	<i>66 420</i>	<i>- 643 545</i>
	-				-
Résultat de l'exercice	230 135	374 661		- 230 135	374 661
<i>Dont résultats à nouv des activités sociales et médico-sociales</i>	<i>66 420</i>	<i>220 393</i>		<i>- 66 420</i>	<i>220 393</i>
Fonds Propres avec droit de reprise	-				-
Subventions investissements	-				-
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-				-
Reprises de résultats antérieurs	-				-
Écart de réévaluation	-				-
Subv d'invest sur biens non ren	22 362	900	3 254		20 008
Provisions réglementées	234 229				234 229
TOTAL I	7 125 588	385 561	26 901	-	7 484 248

In Extenso

DÉTAIL DES EMPRUNTS ET GARANTIES

Établissements utilisateurs	Montant emprunt	Organisme prêteur	Date dernière échéance	Montant total	Moins d'un an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
F.A.M. "Myosotis" ESAT SOCIAL	2 283 017 100 000	CDC Société Générale	nov-27 mars-30	215 545 45 794	106 928 10 618	108 617 35 176	
COMPÉTENCE ARS	2 383 017			261 339	117 546	143 793	
Foyer de vie "Les Soleils d'Or"	600 000 34 515 41 710	Société générale GNOSSAL 30 ans GNOSSAL 30 ans	juil-30 déc-20 juin-20	411 467	83 480	327 987	
Foyer d'hébergement "Résidence Chateaudun"	22 805	GNOSSAL 30 ans	nov-23				
Siège administratif (Immeuble Arc en ciel)	500 000 700 000	Société générale Société générale	déc-26 oct-27	24 900 46 347	24 900 46 347		
COMPÉTENCE DÉPARTEMENT	1 899 029			482 714	154 727	327 987	
Gestion Propre Esat Commercial	312 103 400 000	GNOSSAL / GIC Société Générale	nov-33 mars-30	349 151 183 176	42 473	140 703	349 151
GESTION ASSOCIATIVE	712 103			532 327	42 473	140 703	349 151
TOTAL EMPRUNTS INVESTISSEMENTS	4 994 149			1 276 379	314 745	612 483	349 151

TOTAL BILAN	4 994 149			1 276 379	314 745	612 483	349 151
-------------	-----------	--	--	-----------	---------	---------	---------

Le montant total de 1 276 379 € correspond aux emprunts restant à rembourser au 31/12/2025 hors intérêts courus

DETAIL DES GARANTIES SUR EMPRUNTS

	Montant Emprunt	Organisme Prêteur	Date dernière échéance	Garantie apportée aux remboursements
F.A.M. "Myosotis" ESAT Social	2 283 017 100 000	CDC Société Générale	nov.-27 mars-30	Aucune garantie Garantie Sogama Crédit Associatif
COMPETENCE ASSURANCE MALADIE Foyer de vie occupationnel "Les Soleils d'Or"	2 383 017			
Foyer d'hébergement "Beaulieu"	34 515	GNOSSAL 30 ans	déc.-20	Subventions versées sous forme de prêts en complément de l'emprunt GNOSSAL de 152 K€ sur 30 ans
	41 710	GNOSSAL 30 ans	juin-20	
	22 805	GNOSSAL 30 ans	nov.-23	
Siège administratif (Immeuble Arc en ciel)	500 000 700 000	Société générale Société générale	déc.-26 oct.-27	Garantie du département de l'Essonne sur la totalité de l'emprunt Garantie du département de l'Essonne sur la totalité de l'emprunt
COMPETENCE DEPARTEMENT	1 299 029			
Gestion Propre ESAT Commercial	312 103 400 000	GNOSSAL / GIC Société Générale	mars-30	Garantie Sogama Crédit Associatif
GESTION ASSOCIATIVE	712 103			
TOTAL EMPRUNTS INVESTISSEMENTS	4 394 149			

Annexe aux comptes annuels

ASSOCIATION IADES

Exercice clos le 31/12/2025

EURO

VENTILATION DES EFFECTIFS

Au 31 décembre 2025, le nombre de salariés était de 135.01 ETP.

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS Subventions de fonctionnement affectées

Situations	fonds à engager au début de l'exercice	Reports fonds dédiés	Annulation ou utilisation en cours de l'exercice	Virement	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	(cpte 194)	(cpte 6894)	(cpte 7894)		
<u>INVESTISSEMENTS (*)</u>	327 542	90 999	13 353		405 188
<u>FONCTIONNEMENT</u>	192	5 366			5 558
Formation	22 559	12 345			34 904
AGEFIPH / PASSMO	26 131				26 131
Laforcade	4 523				4 523
CNR Masques	14 800				14 800
Analyse des pratiques	-	7 134			7 134
<u>DONS</u>	23 282	2 688	1 006		24 965
TOTAL	419 029	118 532	14 359	0	523 203

(*) dont 276 084 € relatifs au reclassement des provisions réglementées

In Extenso